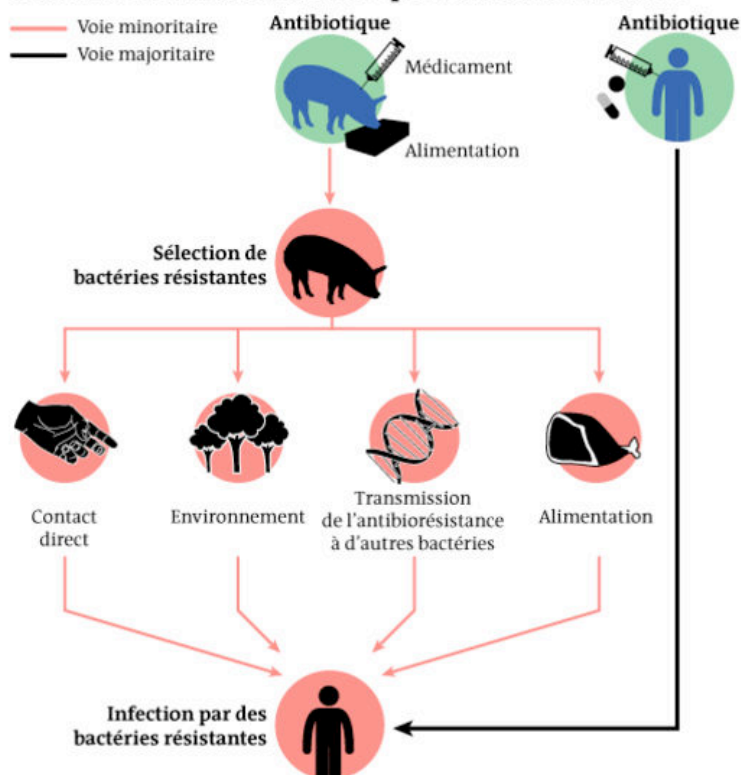


Antibiotiques : gare à la surdose animale

LE MONDE SCIENCE ET TECHNO | 04.04.2013 à 15h19 • Mis à jour le 12.04.2013 à 10h16 |

Raphaëlle Maruchitch

Comment la bactériorésistance peut atteindre l'homme



INFOGRAPHIE LE MONDE SOURCES : ANSES, BEH, A. ANDREMONT

Anses, BEH, A. Andremont

Nul n'ignore aujourd'hui que, chez l'homme, "les antibiotiques, c'est pas automatique". Mais le grand public est moins conscient des implications pour sa santé liées au recours excessif aux antibiotiques dans les élevages. Le problème est global : les antibiorésistances ne se transmettent pas uniquement entre hommes mais aussi par les animaux et l'environnement. Une bactérie résistante dont le porteur est un animal peut être transmise, par contact direct ou par la consommation d'aliments, à l'homme ; elle peut aussi transférer du matériel génétique (qui contient des gènes d'antibiorésistance) à d'autres bactéries qui, par la suite, infecteront l'homme.

Le Monde.fr a le plaisir de vous offrir la lecture de cet article habituellement réservé aux abonnés du Monde.fr. Profitez de tous les articles réservés du Monde.fr en vous [abonnant à partir de 1€ / mois](#) (<http://www.lemonde.fr/abo/?clef=BLOCABOARTMOT14>) | [Découvrez l'édition abonnés](#) (abonne)

Des travaux ont même décrit des phénomènes d'"aller-retour" entre des bactéries hébergées par l'homme, transmises aux animaux, chez qui elles acquièrent une résistance, puis qui infectent de nouveau l'homme avec, donc, des capacités de résistance aux antibiotiques... Or certains antibiotiques sont utilisés en médecine humaine et vétérinaire. Leur mésusage en santé animale influe sur la santé humaine : s'ils deviennent inefficaces, l'arsenal thérapeutique en sera d'autant réduit, voire anéanti, non seulement pour les bêtes, mais aussi pour les hommes.

"SITUATION PRÉCATASTROPHIQUE"

Actuellement, dire que le sujet mobilise est un euphémisme. En France, en 2012, l'Académie d'agriculture de France, l'Académie vétérinaire de France, l'Académie nationale de médecine et celle de pharmacie, ou encore l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) ont organisé des rencontres sur le sujet, tout comme nombre d'organisations aux niveaux européen et mondial.

Le thème a été retenu pour la Journée mondiale vétérinaire, et l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) a été à l'initiative, en mars, d'une conférence mondiale consacrée à l'usage prudent des antimicrobiens en médecine vétérinaire. *"Nous sommes dans une situation précatastrophique. C'est le moment d'agir"*, juge le professeur Antoine Andremont, qui dirige le Laboratoire de bactériologie médicale de l'hôpital Bichat - Claude-Bernard, à Paris.

Au début de leur commercialisation, pourtant, l'usage des antibiotiques était décomplexé, aussi bien en médecine humaine que dans les élevages. Pis, les antibiotiques y étaient utilisés pour favoriser la croissance - une pratique interdite depuis 2006 en Europe.

JOUER SUR DIFFÉRENTS TABLEAUX

Soigner les animaux d'élevage implique de considérer le troupeau dans son ensemble ; les antibiotiques ne sont donc pas utilisés uniquement pour guérir les animaux malades mais aussi lorsqu'un pourcentage du cheptel est atteint, mettant en danger les autres, ou lorsqu'il y a des facteurs de risque infectieux sans que les animaux soient malades.

Et *"dans la foulée de l'agriculture productiviste des années 1970, il était clairement prévu d'utiliser les antibiotiques de façon préventive. Aujourd'hui, nous dénonçons cette pratique"*, expose Michel Baussier, président de l'ordre des vétérinaires. *"Ce n'est pas un système déviant, mais nous en sommes au bout. Moi, j'ai été formé avec la seringue"*, se souvient Pascal Férey, vice-président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Depuis, le monde scientifique a pris conscience de la capacité des bactéries à s'adapter à leurs agresseurs.

Une solution pour freiner les antibiorésistances consisterait à diminuer l'utilisation des antibiotiques, bien qu'il n'y ait *"pas toujours une corrélation entre la baisse de la consommation d'antibiotiques et la baisse des souches antibiorésistantes"*, avertit Gilles Salvat, directeur de la santé animale et du bien-être des animaux à l'Anses. Pour y parvenir, il est possible de jouer sur différents tableaux.

L'EXEMPLE DANOIS

L'exemple du Danemark fait référence. Malgré une hausse de 17 % de la production de viande depuis 1994, la consommation d'antimicrobiens a diminué de moitié en 2011 par rapport à 1994. *"Il existe effectivement des marges de progrès"*, estime Jacques Poulet, directeur du pôle animal des entreprises coopératives Coop de France. Elles se trouvent dans l'attention à porter aux conditions d'hygiène et d'asepsie : veiller à ce que l'eau de boisson des animaux soit changée régulièrement, que sa température ne soit pas trop élevée, avoir une bonne ventilation dans les bâtiments lorsqu'il s'agit d'élevages hors-sol, etc.

"Le meilleur moyen de faire baisser l'exposition des animaux aux antibiotiques, c'est d'éviter qu'ils soient malades, donc d'améliorer les techniques d'élevage", résume Gilles Salvat. Une autre voie, complémentaire, consiste à jouer sur l'alimentation des animaux.

L'objectif de faire évoluer les pratiques est porté par une volonté politique. En France, elle se traduit par le plan national de réduction des risques d'antibiorésistance en médecine vétérinaire, dit Ecoantibio 2017, mis en place par le ministère de l'agriculture en 2012. Le plan est assorti d'un chiffre phare, 25 %, qui est la réduction visée en cinq ans de l'usage des antibiotiques en France.

"DÉCROISSANCE DURABLE"

"Avec ce plan, nous avons voulu une approche globale. Cela va être un travail de longue haleine", reconnaît Jean-Luc Angot, directeur général adjoint de l'alimentation au ministère de l'agriculture. Le premier des cinq axes retenus, "promouvoir les bonnes pratiques et sensibiliser les acteurs aux risques liés à l'antibiorésistance et à la nécessité de préserver l'efficacité des antibiotiques", comporte 13 mesures.

Pour évaluer la résistance aux antibiotiques, il faut s'en remettre à l'Anses et à son réseau chargé de la surveillance de l'antibiorésistance chez les bactéries pathogènes des animaux, le Résapath. Il a notamment relevé *"l'augmentation régulière des niveaux de résistance aux céphalosporines [une classe d'antibiotiques] vétérinaires de 3^e et 4^e génération"* au cours des dix dernières années, *"particulièrement marquante dans la filière poules-poulets, où la proportion de souches résistantes est passée de 7 % en 2008 à 22 % en 2010, mais ce que l'on espère être une décroissance durable a commencé en 2011"*.

"Les arrêts successifs des farines animales et de l'utilisation des antibiotiques en tant qu'additifs ont bouleversé l'équilibre de la flore microbienne des animaux, explique Gilles Salvat . On a vu dans un premier temps l'augmentation de l'utilisation des traitements antibiotiques. Puis, à partir de 2004, il y a eu une baisse régulière de la consommation, mais avec une augmentation de la résistance aux fluoroquinolones et aux céphalosporines de 4^e génération".

"PROBLÈME D'ARGENT"

"La France est l'un des pays les plus avancés dans le domaine", affirme Jean-Luc Angot . Globalement, la profession salue et soutient l'initiative d'Ecoantibio. Le changement passera par "trois sujets : la formation des agriculteurs, un plan stratégique sur les conditions de vie animale, et l'état des connaissances, notamment en ce qui concerne les politiques vaccinales", souligne Pascal Férey .

Toutefois, d'autres points laissent certains dubitatifs. Philippe Amar, vétérinaire au pôle animal de Coop de France , souligne que certaines mesures listent des initiatives qui existent depuis des années. Il s'interroge sur l'objectif de 25 % de réduction de consommation des antibiotiques. *"Il faut que ce chiffre soit défini. Parle-t-on de tonnage ? De doses ?"*, questionne Philippe Amar . Et puis la question du financement agite. Au ministère, on précise que l'aide à la recherche sur le développement de vaccins se fera dans le cadre d'un partenariat public-privé, avec une enveloppe allouée de 12,5 millions d'euros, et que le budget pour Ecoantibio est de 2 millions d'euros.

"Tout le monde sait qu'il y a un problème d'argent", soutient le professeur Antoine Andreumont, qui faisait partie du comité de réflexion monté pour mettre Ecoantibio en oeuvre. Jean-Luc Angot, qui a repris le dossier avec le nouveau gouvernement, explique que les mesures sont portées par les acteurs des filières eux-mêmes, justifiant le budget en apparence peu élevé.

"CHANTIER PRIORITAIRE"

L'annonce du plan n'a ni surpris ni pris de court les professionnels, mais il a eu *"le mérite d'accélérer les choses"*. *"On sait maintenant que c'est un chantier prioritaire"*, juge Jacques Poulet (Coop de France). *"Oui, il existe des éleveurs qui ne pourraient pas s'en sortir sans antibiotiques, mais ce profil a tendance à disparaître de plus en plus. L'agitation autour du sujet de la montée des résistances n'a pas été vaine. Elle a contribué à lancer un certain nombre d'alertes qui ont permis d'avertir les pouvoirs publics et les professionnels"*, reconnaît Gilles Salvat.

Des initiatives avaient déjà été entamées avant l'annonce du plan par les professionnels, par exemple en ce qui concerne l'utilisation des antibiotiques critiques dans la filière porcine. En tout cas, le changement en profondeur des pratiques qui est préconisé est *"une opportunité pour les vétérinaires. Nous sommes des ingénieurs de l'élevage, et c'est un levier fort pour les éleveurs. Nous devons être critiques sur les messages scientifiques que nous faisons passer"*, affirme Michel Baussier (ordre des vétérinaires).

Toutefois, pour que la consommation raisonnée se répande, les solutions de replis ne devront pas engendrer de frais supplémentaires. *"J'espère que l'on réussira le challenge, sous réserve qu'il n'y ait pas d'atteinte à l'économie de l'élevage"*, avertit Pascal Férey (FNSEA).

BACTÉRIES ANTIBIORÉSISTANTES

Les chiffres actuels de l'Anses montrent une encourageante inversion de la tendance. Toutefois, ces résultats ne seront enthousiasmants que lorsque les démarches seront mondiales. Si l'Europe se montre plutôt vertueuse, aux Etats-Unis, par exemple, l'utilisation des antibiotiques n'est pas restreinte, même en tant que facteurs de croissance. La Food and Drug Administration (FDA, équivalent de notre Anses) n'a émis à ce propos que des recommandations. Les pays émergents, quant à eux, ne sont pas encore véritablement tournés vers cette problématique.

Mais les bactéries antibiorésistantes, elles, ne connaissent toujours pas de frontières. Pas plus que des spores et champignons devenus résistants aux fongicides agricoles, selon le même principe de sélection artificielle, qui commencent à leur tour à menacer la santé humaine...

> A lire : [En Bretagne, des lapins élevés sans antibiotiques](http://www.lemonde.fr/sciences/article/2013/04/04/en-bretagne-des-lapins-eleves-sans-antibiotiques_3154153_1650684.html) ([//sciences/article/2013/04/04/en-bretagne-des-lapins-eleves-sans-antibiotiques_3154153_1650684.html](http://www.lemonde.fr/sciences/article/2013/04/04/en-bretagne-des-lapins-eleves-sans-antibiotiques_3154153_1650684.html))

> Et aussi : [Le conflit d'intérêts des vétérinaires](http://www.lemonde.fr/sciences/article/2013/04/04/le-conflit-d-interets-des-veterinaires_3154143_1650684.html) ([//sciences/article/2013/04/04/le-conflit-d-interets-des-veterinaires_3154143_1650684.html](http://www.lemonde.fr/sciences/article/2013/04/04/le-conflit-d-interets-des-veterinaires_3154143_1650684.html))

